

# **Le Québec veut des revenus indépendants; hier, nous n'avons eu que la liberté sous condition**

Voici le texte du discours prononcé par M. Gilles Duceppe, chef du Bloc Québécois, à la Chambre des communes le 20 mars 2007, en guise de réplique du Bloc Québécois au budget fédéral 2007 du gouvernement conservateur.

-----

Monsieur le Président, il y a exactement cinq ans hier, soit le 19 mars 2002, cette Chambre refusait de reconnaître l'existence du déséquilibre fiscal en votant contre une motion déposée par le Bloc Québécois. Depuis cette date, nous avons beaucoup lutté, nous, au Bloc Québécois, avec le gouvernement du Parti Québécois de l'époque et l'ensemble de l'Assemblée nationale du Québec pour faire progresser cet enjeu fondamental pour le Québec.

Hier, pour la première fois, en proposant un début de règlement, le gouvernement fédéral a appuyé, par des gestes concrets, la reconnaissance du déséquilibre fiscal. Voilà la démonstration sans équivoque qu'une forte présence du Bloc Québécois à Ottawa est payante pour le Québec. Ce l'est d'autant plus quand le gouvernement est minoritaire. Cela illustre également la différence entre le Bloc et les autres partis fédéraux. Pendant que les libéraux et les conservateurs se battent pour prendre le pouvoir à Ottawa, le Bloc, lui, se bat pour ramener les pouvoirs au Québec. C'est toute la différence. Ce n'est pas une tâche facile puisqu'il nous aura fallu cinq ans pour obtenir un début — je dis bien un début — de règlement.

C'est en raison de ce début de règlement que nous allons voter en faveur du budget. Nous allons le faire, car ce sont les Québécoises et les Québécois qui vont profiter des progrès réalisés, eux qui attendent depuis déjà tellement longtemps. Comme il est de coutume, nous allons être responsables et pragmatiques.

Cependant, la réalité nous oblige à constater qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour éliminer le déséquilibre fiscal. Le gouvernement et le premier ministre n'ont pas respecté leur engagement. En affirmant dimanche que le déséquilibre fiscal allait être réglé définitivement, le sénateur, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, a voulu leurrer la population ainsi que ses alliés, Mario Dumont et Jean Charest. En affirmant dans son discours que la cause était entendue et que c'en était fini, le ministre des Finances s'est fourvoyé. Il a montré qu'il était complètement déconnecté de la réalité québécoise et de la réalité des faits. Il a d'ailleurs immédiatement été contredit, non seulement par André Boisclair, mais également par Jean Charest et Mario Dumont.

Nous n'allons donc pas abandonner la partie. Nous, les souverainistes, nous n'abandonnerons jamais. Nous allons continuer notre travail pour obtenir une hausse des transferts destinés aux études postsecondaires. Nous allons continuer d'exiger une formule de péréquation qui tienne compte de 100 % des ressources naturelles et de toutes les ressources naturelles. Surtout, nous allons continuer la lutte sur l'essentiel, soit un transfert fiscal. En effet, hier, sur l'essentiel, aucun progrès concret n'a été réalisé.

La lutte contre le déséquilibre fiscal est le fait des souverainistes. En 1977, René Lévesque était le dernier premier ministre du Québec à obtenir un transfert fiscal. Lucien Bouchard a mené une lutte de tous les instants pour rétablir les transferts au Québec après les coupes sauvages des années 1990 des libéraux de Jean Chrétien. C'est Bernard Landry qui a créé la Commission sur le déséquilibre fiscal et qui a réussi à former un consensus très fort sur cette question au Québec, mais aussi au Canada. Ici, à Ottawa, sans le Bloc Québécois, le déséquilibre fiscal ne serait même pas un enjeu.

Nous avons imposé cet enjeu et nous en sommes très très fiers. Certains pourraient se surprendre que des souverainistes s'acharnent ainsi à régler des problèmes qui sont le fait du fédéralisme canadien. Pourtant, il n'y a pas de quoi s'étonner. Les souverainistes québécois considèrent que ce qui fait avancer le Québec fait avancer le projet souverainiste. Les souverainistes ne pratiquent pas la politique du pire. Nous agissons de façon responsable dans le meilleur intérêt des Québécoises et des Québécois. Il n'y a pas de quoi s'étonner, parce qu'éliminer le déséquilibre fiscal, c'est donner de la liberté au Québec, parce que la seule vraie solution durable au déséquilibre fiscal, c'est un transfert fiscal de la TPS et de points d'impôt. Ce que le Québec recherche, ce sont des revenus indépendants.

Hier, nous n'avons obtenu que de la liberté sous condition. Hier, le gouvernement n'a consenti au Québec que des revenus conditionnels au bon vouloir d'Ottawa. Le passé nous enseigne que le Québec est à la merci des décisions prises ici. Tous se souviennent des coupes brutales dans les transferts effectuées dans les années 1990, des coupes dans la péréquation effectuées dans les années 2000 et de l'entente sur les garderies qui a été déchirée par ce gouvernement. Aucun nouveau revenu indépendant n'a donc été cédé au Québec.

Le premier ministre canadien, en décidant de présenter son budget en pleine élection québécoise, a décidé qu'il interviendrait et qu'il aurait une influence auprès des Québécoises et des Québécois. Nous ne dirons jamais assez à quel point il était grossier et inacceptable de la part du premier ministre d'essayer d'acheter ainsi le vote des Québécois.

Les membres du gouvernement pourraient penser, à la lumière des déclarations de MM. Dumont et Charest, que le Québec a laissé tomber sa demande de

transferts fiscaux. Ils auraient tort. Pour des fins électorales, M. Charest a gardé un silence de plomb sur l'essentiel, hier, soit le transfert de la TPS et de points d'impôt. Il a voulu sauver la face à six jours des élections. Cependant, souvenez-vous que lorsqu'il était chef du Parti conservateur, il affirmait sans relâche — et avec raison d'ailleurs — que la solution, c'est le transfert fiscal de points d'impôt. Lors du débat des chefs tenu en 2003, il affirmait la main sur le cœur que dans son cœur, dans ses tripes, dans sa tête et dans ses convictions, la solution, c'était le transfert de points d'impôt. C'était encore le cas il y a quelques mois. Hier, son silence sur cette question était navrant. Il a baissé les bras et s'est incliné pour des raisons électorales. En agissant ainsi, il s'est disqualifié pour le poste de premier ministre du Québec.

Le comportement de Mario Dumont est plus trouble. Lui aussi, hier, il a gardé un silence de plomb sur la question des transferts fiscaux. C'est extrêmement troublant pour un autonomiste, car un transfert de TPS et de points d'impôt se traduit, pour le gouvernement du Québec, par des revenus indépendants que Mario Dumont appelle des revenus autonomes. M. Dumont ne me contredira certainement pas à ce sujet.

Plus troublant encore, M. Dumont a fait preuve d'une mémoire sélective sur la question du pouvoir fédéral de dépenser. Il a exigé la réouverture de la Constitution pour enchâsser sa limitation.

J'ai très hâte d'entendre la réponse du gouvernement et du premier ministre à cette demande de M. Dumont. Ceci étant dit, dans le rapport Séguin, la demande était très claire : contrer le pouvoir fédéral de dépenser en instaurant un droit de retrait avec pleine compensation et sans condition. C'est notre solution. Le gouvernement a refusé de le faire. Je comprends que ce soit gênant pour M. Dumont. C'est triste de voir ces deux chefs de partis du Québec baisser les bras parce qu'ils sont coincés par ce premier ministre.

Le premier ministre, nous le savons, veut choisir les questions des journalistes, il veut choisir les juges. Le premier ministre veut aussi choisir les commissaires à l'immigration. Voilà maintenant qu'il voudrait choisir le premier ministre du Québec. J'ai de petites nouvelles pour lui. Ce sont les Québécoises et les Québécois qui choisissent leur premier ministre.

J'ai une autre nouvelle pour lui. Le 26 mars, il y aura un nouveau premier ministre du Québec, le seul qui se soit tenu debout hier, le seul qui n'a pas baissé les bras, le chef du Parti Québécois, André Boisclair. Il ne sera pas seul. Nous tous du Bloc Québécois, nous serons encore là pour le Québec. C'est ainsi que le Québec gagne, avec des souverainistes qui se tiennent debout.

Je terminerai en soulignant le fait que le premier ministre n'a pas respecté son engagement d'éliminer le déséquilibre fiscal dans ce budget. Il n'a pas respecté son engagement, tout comme il a brisé sa promesse d'offrir au Québec une

place à l'UNESCO à l'image de celle qu'il a au sein de la francophonie. Le Québec n'a pas de siège à l'UNESCO. Il a une chaise, il peut parler quand il est d'accord avec le Canada. Quand il n'est pas d'accord, c'est « sors dans le corridor ». Ce n'est pas cela que de respecter le Québec.

Quant aux élus québécois du gouvernement, en affirmant que le déséquilibre fiscal était éliminé, ils montrent encore une fois que ce sont leurs propres intérêts et ceux de leur gouvernement qu'ils défendent et non les intérêts du Québec.

J'invite donc le premier ministre et son gouvernement à cesser leurs jeux préélectoraux et à faire leur travail. Il est temps de gouverner. Il est temps de gouverner maintenant. Le gouvernement a beaucoup à faire. Il doit se remettre à l'ouvrage sur le déséquilibre fiscal en proposant un transfert fiscal au Québec et en augmentant les transferts pour l'éducation postsecondaire. Il doit rééquilibrer la mission canadienne en Afghanistan. Il doit accoucher d'une politique environnementale fondée sur le principe de pollueur-payeur avec une entente territoriale et une bourse du carbone à Montréal.

Le gouvernement doit également offrir aux travailleurs un régime d'assurance-emploi accessible et créer une caisse autonome d'assurance-emploi. Il doit transférer de l'argent au Québec et aux provinces pour le logement social. Il doit aider les travailleurs âgés avec un plan de soutien au revenu pour les amener décemment à la retraite. Il y a beaucoup de travail devant nous. Pour notre part, nous allons continuer à proposer des solutions et à nous prononcer en fonction des intérêts du Québec, chaque fois, sur chacun des enjeux, de façon responsable, en n'ayant au cœur et dans la tête que les seuls intérêts du Québec.